

points

SUR

La terreur et la répression en Iran

Mort ou Liberté!

Marg ya Azadi! (mort ou liberté!), criaient les étudiants iraniens, pendant les journées de juillet, dans les rues de Téhéran et de Chiraz, de Tabriz et d'Ispahan...

En trois mots, ces révoltés de l'université ont voulu nous interpeller et nous rappeler, par leur courage et leur abnégation, tout ce qu'il faut savoir, tout ce qu'on peut dire du bilan calamiteux des vingt années du régime islamique.

Vingt années de répressions sanglantes, d'exactions, d'exécutions et de tortures. Vingt années de propagandes, de slogans et de mensonges. Vingt années de guerre suivie de "Révolution culturelle" et d'islamisation, ce qui veut dire inquisition et purification. Vingt années d'arrogance, d'exclusion et d'endoctrinement religieux et idéologiques... Bref, vingt années de pouvoir totalitaire du clergé dont l'inventaire se résume à ce qu'aujourd'hui, les iraniens ne veulent et ne revendiquent qu'une seule et simple chose: acquérir la liberté à tout prix... même au risque de perdre la vie.

La révolte estivale des étudiants iraniens fut réprimée par le feu et par le fer, comme furent réprimés toutes les luttes et résistances antérieures, celles des femmes, celles des journalistes, celles des intellectuels, celles des travailleurs... comme furent assassinés sauvagement et en série, il-y-a un an, des écrivains et des opposants politiques iraniens...

Or plus rien ne peut endiguer un mouvement qui emporte toutes les couches de la population iranienne. Plus rien ne peut ramener le cours des choses en arrière, rétablir le silence des cimetières, bâillonner la presse, museler les voix ou empêcher les idées à s'exprimer. Plus rien ne peut étouffer l'aspiration du peuple iranien à la liberté - à toutes les libertés, pour tous et pour toutes, sans exclusions ni omissions - à la légalité, à l'Etat de droit, à la démocratie et aux droits universels de l'homme et du citoyen.

Spécial: Révolte des étudiants iraniens

- La révolte pour les libertés..... 1
- Des centaines d'étudiants arrêtés et en danger de mort.... 2
- 77 opposants iraniens font appel à Koffy Annan..... 2
- Association des écrivains iraniens condamne la razzia.... 2
- Les temps du mouvement étudiant iranien..... 3
- Les associations d'étudiants revendiquent la liberté..... 4

La révolte pour les libertés!

La révolte n'a duré que 6 jours: du jeudi 8 au mardi 13 juillet. Elle commence par une protestation contre la fermeture d'un journal proche du gouvernement Khatami. Rapidement, avec le raid nocturne et sanguinaire contre le dortoir universitaire, elle embrase toutes les facultés du pays. Son foyer principal, l'université de Téhéran, se transforme alors et pour un laps de temps en un théâtre de discussions et de manifestations pour les libertés martyrisées si longtemps par le régime islamique.

8 juillet (jeudi)

manifestation pour la liberté de la presse

La veille, un projet de loi sur la "réforme de la presse" est déposé sur le bureau de l'Assemblée islamique par Les députés conservateurs. Ce projet, s'il est voté, sonnera le glas de toute activité journalistique tant soit peu libre et indépendante en Iran. le lendemain, jeudi 8 juillet, le journal *Salam*, proche du gouvernement Khatami, est interdit de paraître par le tribunal du clergé.

Le même jour, à 21h, quelques centaines d'étudiants de la résidence universitaire de Téhéran, située non loin de l'université elle-même, manifestent dans la rue contre le projet de loi et la fermeture de *Salam*. A cet instant, les forces de l'ordre leur bloquent la rue mais n'interviennent pas.

9 juillet (vendredi)

La razzia sanguinaire

c'est à 4h du matin que Les forces de l'ordre soutenues par les hezbollahs, tous armés de fusils, de bâtons et de couteaux, se lancent à l'assaut du dortoir des étudiants. Les chambres sont saccagées et dévastées, les affaires personnelles pillées sans scrupule. Les étudiants sont tabassés à mort et jetés par les escaliers et les fenêtres. C'est la nuit des *longs couteaux* qui va durer jusqu'à l'aube laissant des centaines de blessés, des dizaines de disparus et

suite page 3

Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat a été fondé en mars 1993. Composé de diverses personnalités et des membres de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il s'est fixé la tâche d'informer et de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits de l'Homme en Iran et sur le terrorisme d'Etat pratiqué par la République islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

Adresse:
42, Rue Monge 75005 Paris France
Fax : (00 33) 01 43 44 14 52

Compte postal:
CCP 3943263 W la source

Bilan de la répression: Plusieurs centaines d'étudiants et d'opposants politiques arrêtés

Selon les estimations fournies par certaines organisations d'étudiants, il y a eu, au cours de ces journées de révolte, plus de 1400 étudiants et d'opposants arrêtés, plusieurs morts et des centaines de gens blessés, hospitalisés ou portés disparu. Une liste de 150 étudiants emprisonnés circule à l'étranger. Par ailleurs, on sait que plusieurs détenus ont été torturés et forcés à faire des "aveux" sur "leur lien avec l'étranger".

Selon le Conseil d'occupation de l'université, le nombre des étudiants arrêtés ou portés disparu s'élève à plus de 1400. Des centaines d'autres sont blessés et 6 étudiants, dit-on, sont tués au cours de l'assaut au dortoir. Un étudiant, nommé **Tami Hamifar**, est mort dans les combats de rue. Des dizaines d'étudiants ont été torturés afin de leur extorquer des "aveux" sur leur soit-disant lien avec "un centre de complot à l'étranger". Une liste venant de l'intérieur et comprenant les noms de 150 étudiants emprisonnés, nous est parvenue.

Parmi les étudiants arrêtés on cite entre autres les noms de:

1. Mohammadi (Manoutchehr)
2. Mohadjéri Néjdjad (Gholam Réza)
3. Farahanipour (Rouzbeh)
4. Abdolbaghi Kazérouni (Mehran)
5. Rassoulia Zadeh (Saïd)
6. Palastchi (Hadjir)
7. Hechmatoll'ah Tabarzadi

Et parmi les opposants politiques arrêtés on distingue:

1. Namazi (Bahram)
2. Seif (Khosrow)
3. Mokhber (Cambiz)

Membres du *Parti de la Nation d'Iran* (*Hezbé Mellaté Iran*) dont les dirigeants, **Dariouche** et **Parvaneh Forouhar** sont assassinés le 21 novembre 1998.

Reporters Sans Frontière s'inquiète sur le sort de 5 journalistes arrêtés

Selon un communiqué des RSF, daté du 17 août et se référant à l'hebdomadaire iranien, **Aban**, du 11 au 18 août, 5 journalistes iraniens auraient été arrêtés à la fin du mois de juillet et début août. Les RSF s'inquiètent de leur sort:

1. Emami (Djavad)
2. Salamati (Mohammad Massoud), journalistes à *Hoviyat-é-Khich*, hebdomadaire récemment interdit.
3. Mehri (Ali) et
4. Amiri (Oroudj) journalistes à *Omid Zandjani*, hebdomadaire publié au nord de l'Iran.
5. Khaki Firouz (Mehdi), journaliste indépendant.

Les RSF soulignent que ces arrestations n'ont pas encore été confirmées.

Communiqué du Comité iranien contre le terrorisme d'Etat

le 26 août 1999, par une lettre ouverte envoyée à toutes les organisations des droits de l'homme, le **Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat** leur demander de déployer tous leurs efforts afin de libérer les étudiants arrêtés en juillet:

"Après l'assaut nocturne de la police et du *hezbollah* dans le campus universitaire de Téhéran, en juillet dernier, le ministère des renseignements islamiques a procédé à l'arrestation de plusieurs centaines d'étudiants et d'opposants politiques. A l'heure actuelle nous n'avons toujours pas la moindre information quant à l'endroit où ils sont détenus ni de l'état dans lequel ils se trouvent. Les déclarations officielles des autorités de Téhéran présagent en tout cas un grave danger qui mena-

77 opposants iraniens font appel à Kofy Annan

77 universitaires, écrivains, poètes, cinéastes, artistes, journalistes, intellectuels, opposants politiques... iraniens, réfugiés en Europe et aux États-Unis, sollicitent l'intervention du secrétaire général des Nations unies pour obtenir la libération des étudiants emprisonnés et en danger de mort.

Dans une lettre ouverte écrite à Kofy Annan, le 27 août, ces 77 opposants iraniens expriment leurs vives inquiétudes "sur l'envergure effrayante que prend" la répression contre les étudiants, depuis le raid des forces de l'ordre contre le dortoir universitaire. Après avoir condamné vigoureusement cette "attaque nocturne et sanguinaire", ils déclarent:

"Monsieur Kofy Annan, nous vous considérons comme le gardien de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme... Nous faisons appel à vous pour... sauver la vie des étudiants et des militants iraniens emprisonnés et en danger de mort, pour exiger, auprès des autorités de la République islamique d'Iran, la libération de tous les prisonniers politiques, pour que les commanditaires et les exécutants des récents assassinats d'écrivains et d'opposants politiques soient traduits devant la justice et enfin pour que les droits sociaux et politiques du peuple iranien soient respectés".

Ecrivains iraniens solidaires des étudiants

Par un communiqué de presse, le Secrétariat provisoire de l'Association des écrivains iraniens, apporte son soutien à la lutte des étudiants iraniens et condamne l'intervention de la police à la résidence universitaire. L'Association fait part de ses revendications à la fin de son communiqué.

Les écrivains iraniens, ces précurseurs de la lutte pour les libertés en Iran et qui ont dernièrement vécu l'enfer des assassinats et des disparitions en série de leurs collègues, "s'inclinent devant l'abnégation des étudiants dans la lutte pour acquiescer pour tous, sans aucune exception ni exclusion, les libertés de penser, de parler et d'écrire." Ils demandent:

- 1.- Le mis en jugement des commanditaires et des acteurs des assassinats en série de novembre et décembre 1998.
- 2.- La démission des responsables qui ont donné l'ordre d'attaquer le dortoir.
- 3.- La libération de tous les étudiants arrêtés à Téhéran, Tabriz...
- 4.- Le retrait du projet de loi sur la "Réforme de la presse".
- 5.- La levée de l'interdiction sur les journaux: *Salam*, *Djaméé salem*, *Zan*, *Rahé no*, *Takapou*, *Navidé Ispahan*, *Gardoune* (publié en Iran) ... et que désormais toute plainte concernant les journaux soit instruite par un tribunal de la presse en présence d'un jury.
- 6.- La comparution devant la justice de tous les groupes de pression qui sont les principaux acteurs de la violence et de l'agression contre les citoyens, qui sont les incendiaires des librairies et enfin les fauteurs de troubles dans les réunions publiques et légales et dans les cérémonies.

ce sérieusement leur vie. Accusés d'être des "agents des ennemis étrangers" et de "comploter contre la sécurité nationale" pour "renverser la République islamique", les détenus devront être traduits devant les tribunaux révolutionnaires où ils seront condamnés à huis clos à la peine capitale...

Nous attirons par la présente votre attention sur la situation alarmante de ces détenus qui risquent aujourd'hui la mort pour avoir défendu la cause de la liberté. Nous sommes convaincus qu'il est possible de leur épargner un tel destin tragique, pourvu que nous agissions unanimement et sensibilisons les opinions au sujet d'un nouveau drame qui est sur le point de se produire en République islamique...

Nous demandons à vous, défenseurs des droits de l'homme, d'utiliser tous les moyens nécessaires afin que toutes ces personnes détenues par l'Etat iranien soient immédiatement libérées".



La révolte pour les libertés... suite

quelques morts dont on ne sait pas encore ni le nombre exact ni les identités. Ainsi, une simple et petite protestation pour la liberté de la presse, va se transformer, avec l'agression contre la résidence universitaire, en une large révolte estudiantine contre la dictature et pour les libertés.

10 juillet (samedi)

Au coeur de la révolte

Au matin, Un grand nombre d'étudiants commencent à occuper l'université de Téhéran dont la présidence se déclare solidaire. Les étudiants se dirigent vers le ministère de l'intérieur qui aurait donné l'ordre d'attaquer le dortoir. Cette manifestation pacifique des étudiants rassemblant plus de 35.000 personnes et à laquelle se joignant beaucoup de citoyens, a été un des grands moments forts de ces journées de révolte.

Entre temps, le mouvement gagne la province. On manifeste à **Tabriz, Machhad, Ispahan, Oroumyyè, Khoram Abad, Chiraz...** et partout les forces de l'ordre répriment, notamment à **Tabriz**, avec son cortège de blessés et d'arrestations.

11 juillet (dimanche)

A bas le despotisme! peuple, soulève-toi!

De toutes les facultés, les étudiants viennent rejoindre l'université. Une "tribune libre" est organisée. Les étudiants prennent la parole. Les discours des personnalités proches du gouvernement Khatami passent dans l'indifférence générale. Ce qui intéresse les étudiants c'est de savoir s'il faut occuper l'université ou aller manifester dehors. L'association se réclamant de M. Tabarzadi, **Union islamique des étudiants et des diplômés des universités et des écoles supérieures**, et les sympathisants du **Parti de la Nation d'Iran** sont les plus radicaux, alors que **Daftaré Tahkim (Bureau de la consolidation de l'union)**, proche de Khatam, est contre toute extension du mouvement. Les autres associations de tendance nationale-islamique ou libérale sont partagées. Or beaucoup d'étudiants veulent aller au contact de la population. Un groupe d'étudiants sort de l'université en scandant "**A bas le despotisme!**" et "**Peuple! lève-toi! l'Iran est devenu la Palestine**".

12 juillet (lundi)

Conseil des étudiants et intervention des forces de l'ordre

Les professeurs des universités rejoignent les grévistes. Un grand nombre d'étudiants et aussi des jeunes de 16 à 18 ans se rassemblent devant l'université. En même temps, des centaines de personnes manifestent sur la place **Valyé Assr**. La police intervient. Des dizaines de personnes sont arrêtées. A l'université, le bruit court que les hezbollahs se préparent à l'offensive. On annonce la constitution d'un "**Conseil d'occupation de l'université**" formé des représentants des facultés en grève. A cet instant un groupe d'étudiants se dirige vers la sortie en prononçant des slogans contre les autorités. A 19h, les forces de l'ordre et les hezbollahs reçoivent l'ordre d'attaquer et de déloger les étudiants. Les étudiants ripostent en allumant le feu pour réduire l'effet du gaz lacrymogène dont la fumée blanche envahit tout le quartier. La bataille rangée se poursuit tard dans la nuit. Les étudiants vont finalement quitter l'université par la porte nord. Les assaillants, après avoir "pacifié" l'université et le quartier, défilent victorieusement dans les rues de la capitale et tabassent les passants

13 juillet (mardi)

"Pacification" et fin de la révolte

Le gouverneur de Téhéran annonce l'interdiction de toute manifestation à Téhéran. Certaines organisations islamiques d'étudiants, dont le **Bureau de la consolidation de l'union**, "condamnent tout extrémisme et violence" et déclarent leur volonté de "poursuivre la lutte sous des formes légales". A 10h, Des échauffourées avec les forces de l'ordre commencent un peu partout dans la capitale, du centre jusqu'aux quartiers sud, des boutiques, des banques, des voitures et des bus sont incendiés. Certains milieux d'opposition et certains journaux proches du gouvernement Khatami, sont d'avis que ces dernières actions ont été provoquées et menées directement par des éléments extérieurs et suspects en vue de disqualifier le mouvement étudiant.

Les temps du Mouvement étudiant iranien

Le mouvement étudiant iranien a toujours été le fer de lance de toutes les luttes sociales et politiques pour la liberté et la démocratie en Iran. Historiquement, on peut distinguer trois grandes périodes : celle de la nationalisation du pétrole, les années de la lutte contre la dictature du Chah et la Révolution de 1979 qui sera suivie par une longue période de grandes désillusions et de reflux aggravée par une répression politique et idéologique sans précédent. Aujourd'hui, on assiste probablement au développement prometteur d'une nouvelle phase de ce mouvement.

1941-1953:

Le temps de Mossadegh, du Coupe d'Etat et des 3 martyrs

Les étudiants participent activement au mouvement de la nationalisation du pétrole iranien dirigé par Dr. Mossadegh. Pour la première fois, en cette période de pleine effervescence, les étudiants s'adonnent aux activités des partis politiques. En 1953, l'impérialisme anglo-américain fomenta un coup d'état militaire contre le gouvernement légal de Mossadegh. Quatre mois plus tard, le 6 décembre, **16 Azar** du calendrier iranien, à la suite de l'accord anglo-iranien sur le pétrole, considéré par le peuple iranien comme une "capitulation" devant les britanniques, les forces armées du régime de Chah entrent à l'université de Téhéran et tirent sur les étudiants contestataires, trois étudiants sont tués : **Chariat Razavi** (Mehdi), **Bozorgh Niya** (Mostafa) et **Ghandchi** (Ahmad).

1960-1978:

Le temps de la résistance contre le Chah

1960, Occupation de l'université par les étudiants. Intervention des forces armées et l'arrestation des centaines d'entre eux. A la même année, à Hidelbergh, en Allemagne, se tient le 1^{er} congrès constituant de la **Confédération internationale des lycéens et des étudiants iraniens (CISNU)**. Pendant près de vingt ans, le mouvement des étudiants iraniens à l'étranger, sous la bannière de la Confédération, joue un rôle fondamental dans la dénonciation de la dictature du Chah auprès de l'opinion publique mondiale. 1962, manifestations des étudiants contre "**les réformes du Chah**". Ils crient : "**Oui à la Réforme! Non à la Dictature!**". Les agents de la SAVAK (l'impitoyable police politique de l'ancien régime) envahissent l'université et passent à tabac les étudiants. 1967, manifestations à l'occasion des funérailles du champion de lutte iranien, de renommée mondiale, **Mohammad Takhti**. Partisan mossadéghiste, sa mort, officiellement naturelle, est toujours restée suspecte aux yeux des iraniens. 1968-1970, manifestations des étudiants avec les autres couches populaires contre l'augmentation du tarif des bus et à l'occasion du match de football Iran-Israel. 1970-1978, apparition de la lutte armée et des organisations clandestines favorables à la guérilla en Iran. Beaucoup de leurs cadres sont issus des étudiants contestataires. 1977, imposantes manifestations organisées par la **Confédération des étudiants iraniens** à l'échelle internationale, pendant le voyage du chah d'Iran aux Etats-unis. En fait, c'est déjà la fin de la monarchie.

1978-1980:

Le temps de la Révolution

Déclenchement de la Révolution. L'université de Téhéran se transforme, dès les premiers jours, en un foyer de rassemblements et de discussions. C'est le fer de lance de toutes les manifestations contre le régime du Chah. La garde anti-émeute du Chah attaque l'université et tue un certain nombre d'étudiants et de lycéens. Février 1979, victoire de la Révolution. Différentes associations d'étudiants et de lycéens sont créés sur le sillage des partis politiques. Occupation des locaux universitaires. Puis l'occupation de l'ambassade des Etats-unis par les étudiants islamiques pro-khoméinistes et la prise en otage de ses fonctionnaires durant 444 jours.

1981-1996:

Le temps des illusions... et du désespoir

C'est l'époque de la "Révolution culturelle". Commencée avec l'occupation de l'université par les pasdarans et les milices du régime et l'expulsion des étudiants de leurs locaux, elle se termine par la radiation des milliers d'entre eux considérés non conformes "aux normes islamiques". C'est la "**purification islamique**" de l'université qui a toujours été le talon d'Achille du régime des mollahs. Elle sera fermée jusqu'en 1982. C'est dans sa foulée que s'ouvre une longue période de répression sanglante des opposants au régime islamique. Beaucoup d'étudiants sont parmi les personnes arrêtées et exécutées. A cette époque, seules les associations islamiques favorables au régime ont le droit d'exister. L'une d'entre elles, **Bureau de la consolidation de l'union** est, le plus important.

suite page 4



Conseil supérieur de la sécurité nationale: un rapport partial et ambigu

La commission chargée par le Conseil de la sécurité nationale d'enquêter sur les événements du 9 juillet à la résidence universitaire de Téhéran, a rendu son rapport, le 14 août dernier. L'agence Irna a publié la quintessence de ce texte, long de mille pages. A la lecture de ce rapport, on ne peut être que frappé par ses ambiguïtés et ses omissions. On y remarque surtout une volonté évidente de la part des auteurs à minimiser le rôle et la responsabilité des forces de l'ordre et de leur commanditaire dans la razzia. On passe sous silence leur complicité avec les bandes de hezbollah qui, à aucun endroit du rapport, ne sont désignés explicitement.

● **Un rapport issu de l'establishment.** La première évidence est que ce rapport, par le statut même de ses auteurs, ne peut être que partial et unilatéral. En effet, l'enquête a été confiée à une commission dont les membres, en majorité, sont issus des institutions étatiques comme les forces de l'ordre, les *Pasdarans*, les services de renseignements, le ministère de l'intérieur, le ministère des renseignements etc... c'est-à-dire l'ensemble des corps qui ont été les véritables protagonistes de l'affaire. Ce qui laisse présager des conclusions fort suspectes.

● **Un rapport qui rabâche la thèse officielle.** La commission déclare que sa tâche se limitait exclusivement à l'investigation autour des événements survenus à la résidence universitaire, du jeudi 8 juillet à 22h jusqu'au vendredi 9 à 10h du matin. Tous les événements postérieurs à cette date relèveraient, selon le rapport, de la compétence des services de renseignements. Or quelques lignes auparavant, les auteurs du rapport ne se privent pas de porter un jugement sur ces mêmes événements postérieurs en fustigeant les étudiants et leur révolte avec les mêmes termes que la propagande officielle: des "mercenaires sans identité et des opportunistes"... "des ennemis intérieurs et extérieurs à l'affût contre la Révolution et le système islamique".

● **Un rapport qui innocente les commanditaires.** A la question cruciale: qui a donné l'ordre aux forces armées de pénétrer dans les dortoirs et de tabasser les étudiants à coups de crosse? le rapport nie catégoriquement toute responsabilité de l'état major, du ministère de l'intérieur ou d'autres autorités. Seuls quelques fonctionnaires subalternes sont blâmés par la commission. Or qui peut croire que dans un système hautement centralisé, particulièrement en matière de la répression, les militaires, pendant 6 heures d'affilée, peuvent se donner à toutes sortes d'exactions sans avoir reçu le moindre ordre de leur supérieur hiérarchique?

● **un rapport qui couvre les hezbollahs.** Le rapport met en cause la présence organisée des "groupes extérieurs" à côté des forces de l'ordre. Mais, à aucun moment, ces milices armées et para-militaires ne sont désignées par leur propre nom: *Hezbollahs* ou *Bassidjis*. la commission ne se pose jamais la question de savoir pourquoi les forces de l'ordre de l'Etat ont laissé agir ces groupes violents pendant toute la durée de l'opération. Plus grave encore, c'est qu'elles ont mené le raid contre la résidence universitaire en parfaite complicité et complémentarité avec les hezbollahs.

Les temps du mouvement ... suite

Elle a participé activement à la "Révolution culturelle". 1988, Fin de la guerre Iran-Irak et début de la lutte fratricide au sein du régime. La partie conservatrice tente de s'emparer exclusivement du pouvoir. Les associations islamiques proches des partis exclus s'éloignent de la fraction dominante. 1988-1996, Dissidence des étudiants islamiques. Gestation des organisations semi-indépendantes au sein des étudiants islamiques. 1996, Interdiction du journal des étudiants, *Payamé danechedjou* et l'arrestation de son directeur qui est aussi un des représentants des étudiants islamiques: M. Tabarzadi. A la même année, Le étudiants participent largement à l'élection du nouveau président de la République: Mohammad Khatami. 1997-1998, Nouvel essor associatif. Formation des organisations syndicales et indépendantes des étudiants de tendance national-islamique et plus ou moins laïque, comme le *Comité de défense des prisonniers politiques* et d'autres associations d'étudiants et de diplômés. C'est la fin d'une longue période caractérisée par les illusions de la "Révolution islamique", c'est aussi l'échec singlant de la "Révolution culturelle" et ses objectifs visant à l'islamisation forcée de l'université et à sa mise sous tutelle du clergé.

1998-1999: le temps de l'éveil

Rassemblements et manifestations des étudiants à *Ahamd Abad* (ancien lieu de résidence surveillée de Mossadegh), *Parc Laleh*, *Université de Téhéran*, *Université libre*.. Vingt ans après "la Révolution islamique", c'est la fin de la période de reflux et de désespoir et le début de l'éveil des luttes de plus en plus larges et profondes pour la démocratie, les droits de l'homme et du citoyen, l'Etat de droit... Bref pour les libertés tout court!

Les associations d'étudiants revendiquent la liberté

La révolte des étudiants iraniens était principalement un large mouvement spontané pour la liberté et contre le despotisme. Sous régime islamique, les organisations tolérées ne peuvent être qu'islamiques. Toute autre tendance, particulièrement laïque, est interdite. Récemment, certaines de ces associations d'étudiants ont pris des positions critiques à l'égard du régime. Deux d'entre elles, plus actives lors des journées de juillet, ont condamné l'intervention des forces de l'ordre et exposé leurs revendications par des tracts dont nous publions ci-dessous des extraits

L'université de Téhéran mise à feu et au sang

Par un acte sans précédent et ahurissant, les forces anti-émeutes et les bandes de hezbollah ont envahit, dans la nuit du 9 juillet 1999, le dortoir universitaire de Téhéran. Ils l'ont mis à feu et au sang...

Qui sont les instigateurs de telles violences? est-ce par de tels actes qu'il faut répondre aux étudiants qui défendent la liberté inscrite dans la Constitution et les droits citoyens? A leur demande de justice et de l'Etat de droit, faut-il opposer la crosse, le bâton, les insultes et la destruction? Pourquoi face à de tels agissements, les responsables du pays gardent le silence et jouent le rôle de spectateur? Jusqu'à quand faut-il être le témoin de la persécution des penseurs et des hommes épris de liberté en présence de ceux qui prétendent être les défenseurs de la société civile et du progrès politique? Est-ce que le silence des autorités et du président de la République ne fraye pas la voie à de telles agressions et violences? En vérité, qui sont ces gens qui dit-on agissent contre la sécurité nationale? Sont-ils ceux qui écrivent ou parlent pour réformer l'état actuel des choses miné par la corruption... ou ceux qui, en plein jour et avec l'appui des partisans de l'exclusivisme, agressent les citoyens, les réunions légales, les journaux, les universités, les écoles religieuses, les professeurs et les étudiants?

Association islamique des étudiants des universités de
Téhéran et des facultés de médecine
(9 juillet 1999)

La razzia sanguinaire à la résidence universitaire de Téhéran

A l'aube du 9 juillet, alors que la veille, des centaines d'étudiants du dortoir universitaire de Téhéran, s'étaient spontanément rassemblés pour protester contre la fermeture systématique des journaux indépendants et l'arrestation illégale d'un des militants du mouvement étudiant, M. Tabarzadi, un millier d'agents des forces de l'ordre, soutenu par les hezbollahs, lancent un raid contre le dortoir de l'université, malgré l'interdiction de son directeur.

Ils défoncent le mur et la porte d'entrée du dortoir, se ruent sur les étudiants et les étudiantes et les passent à tabac. A l'aide du gaz lacrymogène, ils font sortir les gens de leur chambre et, pour un certain nombre, ils les jettent par la fenêtre du haut des étages...

En vérité, que veulent-ils les étudiants? Est-ce revendiquer la liberté d'expression dans ce pays est un délit qui doit être puni par la matraque? Est-ce solliciter le procès des voleurs et des dilapidateurs des biens publics est un délit qui doit être puni à coups de crosse de fusil et du gaz lacrymogène? Est-ce demander la liberté des prisonniers politiques et de tous ceux qui ont été emprisonnés pour avoir exprimé leurs idées est un délit dont les auteurs méritent le fer et le sang? Est-ce réclamer le procès des meurtriers, des assassins, des instigateurs et des mustis qui ont massacré les intellectuels et les partisans de la liberté dans ce pays est un délit apte à être puni par des balles de fusil?...

En vérité, jusqu'à quand peut-il durer le silence humiliant des autorités légales devant la répression exercée par les totalitaristes? faut-il désespérer d'elles? Le mouvement étudiant a maintes fois requis la justice de la respectueuse présidence de la République. Désormais, il va prendre l'opinion publique internationale à témoin pour le non respect des droits citoyens et des libertés inscrites dans la Constitution. Nous demandons inlassablement à Monsieur le Président Khatami de cesser d'être continuellement un observateur silencieux face à l'oppression du peuple iranien.

Union islamique des étudiants et des diplômés
des universités et des écoles supérieures
(9 juillet 1999)